

LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Objectif du contrat d'apprentissage

Acquérir une formation générale à la fois théorique et pratique, reconnue par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire des certifications professionnelles.

Bénéficiaires

Les jeunes de 16 à 25 ans.

Les jeunes de 15 ans justifiant (par certificat de scolarité) :

- avoir accompli leur scolarité jusqu'en 3^{ème}
- avoir suivi l'enseignement de CPA (classe préparatoire à l'apprentissage) ou de CLIPA (classe d'initiation professionnelle en alternance)
- avoir suivi le parcours d'initiation aux métiers (1^{ère} année de « apprentissage junior » s'adresse aux jeunes à partir de 14 ans)
- ou qui atteindront 16 ans avant la fin de l'année civile suivant le début du contrat d'apprentissage.

L'âge limite de 25 ans est porté à 30 ans dans les cas suivants: succession de contrats d'apprentissage dans un délai d'un an maximum pour obtenir un diplôme de niveau supérieur et contrat d'apprentissage rompu pour des raisons indépendantes de la volonté du jeune ou pour inaptitude physique et temporaire.

Deux autres dérogations sont prévues sans limite d'âge : pour les contrats conclus dans le cadre d'un projet de création ou de reprise d'entreprise dont la réalisation est subordonnée à l'obtention du diplôme ou titre sanctionnant la formation poursuivie et pour les contrats d'apprentissage conclus par une personne reconnue travailleur handicapé (suppression de l'âge limite de 30 ans par la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008)

Toute entreprise du secteur artisanal, commercial, industriel, libéral et associatif et les établissements publics industriels et commerciaux.

Caractéristiques du contrat

La durée du contrat

Contrat à durée déterminée conclu pour une durée qui peut varier de 1 à 3 ans, en fonction de la durée de la formation. La durée du contrat peut être de 6 à 12 mois dans les cas suivants: préparation d'un diplôme de niveau égal ou inférieur, diplôme déjà acquis partiellement par la VAE, diplôme commencé sous un autre statut. La durée peut être portée à 4 ans pour les apprentis en situation d'handicap.

La durée du travail

35 heures hebdomadaires ou durée conventionnelle appliquée dans l'entreprise. Pour les mineurs : 8 heures par jour maximum, dans la limite de 35 heures par semaine. Le contrat est conclu sur la base d'un plein temps sachant que la durée du travail inclut le temps passé au Centre de Formation d'Apprentis (CFA). Le travail le dimanche, les jours fériés et de nuit par les apprentis mineurs est soumis à des conditions particulières.

Dates de signature du contrat

Peut être signé au plus tôt 3 mois avant le début des cours et jusqu'à 3 mois après. Au-delà, une dérogation doit être demandée au Service Académique de l'Inspection de l'Apprentissage (SAIA) via le CFA, et une évaluation des compétences du jeune est obligatoire.

Renouvellement du contrat

Plusieurs fois pour préparer des diplômes ou titres de même niveau ou non, sanctionnant des qualifications différentes. Aucune condition de délai n'est exigée entre les différents contrats.

Période d'essai

Durée de 2 mois, non renouvelable.

Rupture du contrat

Le contrat ne peut être rompu avant son terme sauf dans les cas suivants :

- sur décision d'une des parties pendant la période d'essai,
- un commun accord des parties (écrit obligatoire),
- sur décision de l'apprenti en cas d'obtention du diplôme avant le terme prévu au contrat, moyennant un préavis de 2 mois
- une décision du Conseil des Prud'hommes pour :
 - faute grave,
 - manquements répétés de l'une des parties à ses obligations,
 - inaptitude de l'apprenti.

Suspension d'un CDI pour signer un contrat d'apprentissage avec le même employeur

La durée de la suspension est égale à la durée de la formation visée par le diplôme. Un accord entre l'employeur et le salarié est nécessaire.

Les suites du contrat

- aucune indemnité de précarité n'est due en fin de contrat,
- le contrat d'apprentissage peut être suivi d'un contrat à durée déterminée de droit commun si les dispositions légales sur la succession des CDD sont respectées, d'un contrat de professionnalisation, ou d'un CDI sans période d'essai avec prise en compte de l'ancienneté et de la rémunération de l'apprenti quand elle était supérieure au SMIC,
- accomplir les formalités classiques de fin contrat (certificat de travail, attestation ASSEDIC).

Rémunération de l'apprenti

La rémunération est déterminée en % du SMIC selon l'âge de l'apprenti et l'année de contrat

Année de contrat	Moins de 18 ans	18/20 ans	21 ans et plus*
1ère	25 %	41 %	53 %
2ème	37 %	49 %	61 %
3ème	53 %	65 %	78 %

En cas de conclusion d'un nouveau contrat d'apprentissage chez le même employeur ou chez un nouvel employeur, la rémunération est au moins égale à celle de la dernière année du précédent contrat en application du barème du code du travail (sauf à appliquer un % supérieur en raison de l'âge de l'apprenti).

* ou du minimum conventionnel correspondant au poste occupé s'il est supérieur

Le salaire de l'apprenti est non imposable dans la limite du montant annuel du SMIC.

Les aides financières pour l'entreprise

Indemnité compensatrice forfaitaire (attribuée par le Conseil Régional d'Ile de France) applicable aux contrats d'apprentissage débutant à compter du 1^{er} juillet 2006, versée à chaque fin d'année du cycle de formation. Cette indemnité est constituée d'une prime de base et de majorations cumulables entre elles.

	montant	Conditions de versement
Prime de base	1200 euros	Toute entreprise
Majoration	300 euros	- Entreprise de 250 salariés au plus

Juin- Juillet 2010

	500 euros	<ul style="list-style-type: none"> - Apprentie embauchée dans un métier traditionnellement masculin* - Apprenti(e) d'au moins 18 ans visant une formation de niveau V - Apprenti(e) d'au moins 20 ans visant une formation de niveau IV - Apprenti(e) d'au moins 22 ans visant une formation de niveau III
Majoration	600 euros	Apprenti(e) handicapé(e) reconnu(e) par la COTOREP
Majorations	40euros/J ou 1200 euros maximum	Pour les stages professionnels à l'étranger . Cette majoration n'est versée qu'une seule fois, à la fin de la dernière année de contrat.

*Nous tenons à votre disposition la liste des métiers traditionnellement masculins.
Cette prime est ramenée à 1 000 euros au-delà de 70 heures d'absences injustifiées.

Une aide à l'embauche pour les employeurs de moins de cinquante salariés recrutant des apprentis supplémentaires

Les employeurs de moins de cinquante salariés peuvent bénéficier d'une aide de l'Etat pour les embauches d'apprentis supplémentaires réalisées entre le 24 avril 2009 et le 30 Juin 2010 (décret en attente pour la prolongation jusqu'au 31 décembre 2010)

L'aide est accordée pour toute embauche d'apprentis ayant pour effet d'accroître le nombre des contrats d'apprentissage par rapport aux contrats d'apprentissage en cours d'exécution, tous établissements confondus, au 23 avril 2009.

Le montant de l'aide est de 1800 euros par embauche. Le tiers de l'aide est accordé à l'issue des trois premiers mois d'exécution du contrat et le solde à l'issue du sixième mois.

Pour en bénéficier l'entreprise ne doit pas avoir procédé dans les six mois qui précèdent l'embauche, à un licenciement économique sur le poste pourvu par le recrutement et ne doit pas avoir rompu un contrat de travail avec le même apprenti postérieurement au 24 avril 2009.

Pour bénéficier de l'aide, l'entreprise doit déposer la demande auprès de Pôle emploi à l'issue des deux mois qui suivent l'embauche accompagnée d'une copie du contrat d'apprentissage enregistré par la chambre consulaire compétente.

Exonérations des cotisations sociales:

- **Entreprises de moins de 11 salariés** et celles inscrites au répertoire des métiers quel que soit leur effectif : exonération, quelle que soit la rémunération versée au jeune, de toutes charges sociales sauf les cotisations supplémentaires d'accident du travail et les cotisations supplémentaires de retraite complémentaire.
- **Entreprises de 11 salariés et plus** non inscrites au répertoire des métiers: exonération des seules cotisations patronales de sécurité sociale, les cotisations restantes étant calculées sur une base forfaitaire soit le % du SMIC applicable (valeur au 01/01) moins 11%.

Aide ponctuelle pour 2009-2010 : Les employeurs de 11 salariés et plus peuvent bénéficier d'une aide de l'Etat accordée pour une durée de douze mois pour les embauches d'apprentis réalisées entre le 24 avril 2009 et le 30 Juin 2010 (décret en attente pour la prolongation jusqu'au 31 décembre 2010) au titre des gains et rémunérations versés à compter du 1^{er} mai 2009.

Le montant de l'aide est calculé sur la base de la rémunération versée à l'apprenti en fonction de son âge et de son ancienneté selon la formule suivante :

Aide mensuelle : $\text{smic horaire applicable au 1}^{\text{er}} \text{ janvier de l'année en cours} \times 151.67 \times (\% \text{ du smic applicable à l'apprenti} - 0.11) \times 0.14$.

L'aide est accordée pour toute embauche dont la durée effective est supérieure à deux mois.

Pour en bénéficier l'entreprise ne doit pas avoir procédé dans les six mois qui précèdent l'embauche, à un licenciement économique sur le poste pourvu par le recrutement et ne doit pas avoir rompu un contrat de travail avec le même apprenti postérieurement au 24 avril 2009.

Pour bénéficier de l'aide, l'entreprise doit déposer la demande auprès de Pôle emploi dans un délai de trois mois suivant l'embauche accompagnée d'une copie du contrat d'apprentissage enregistré par la chambre consulaire compétente et doit lui communiquer chaque trimestre les éléments justificatifs permettant le calcul de l'aide.

Non prise en compte du jeune dans l'effectif de l'entreprise pour le calcul des seuils sociaux et fiscaux, sauf pour la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Crédit d'impôt, versé dans la limite des dépenses réelles liées à l'emploi de l'apprenti (salaires et charges sociales minorés des aides reçues par l'employeur)

- Montant de base : de 1 600 € par apprenti
- Montant majoré : 2 200 € dans les cas suivants :
- apprenti en situation d'handicapé
- jeune de 16 à 25 ans sans qualification bénéficiant de l'accompagnement personnalisé par les missions locales ou les PAIO prévu par la loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005)
- contrat d'apprentissage suivant un CIVIS (contrat de volontariat pour l'insertion)
- lorsque l'apprenti est employé par une entreprise portant le label « entreprise du patrimoine vivant »
- lorsque l'apprenti a signé son contrat d'apprentissage dans le cadre de la formation d'apprenti »junior »

Les conditions liées à la formation

La durée : minimum 400 heures par an

Le lieu : un CFA

Le maître d'apprentissage : conditions à respecter

- soit, être titulaire d'un diplôme ou d'un titre d'un niveau au moins équivalent à celui préparé par l'apprenti, dans le même domaine professionnel et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé;
- soit, avoir cinq ans d'expérience professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé par l'apprenti.

NB: le maître d'apprentissage, qu'il soit un salarié de l'entreprise ou le chef d'entreprise, peut former au maximum deux apprentis et pré-apprentis, plus un redoublant.

Attention ! Si le maître d'apprentissage salarié est désigné par ailleurs tuteur dans le cadre de contrats de professionnalisation, il ne peut encadrer plus de trois personnes à la fois (deux personnes si le maître d'apprentissage est le chef d'entreprise).

Il est également possible de créer une équipe tutorale avec désignation d'un maître d'apprentissage référent.

L'entretien d'évaluation : le CFA doit organiser un entretien d'évaluation dans les 2 mois du début du contrat, en présence de l'entreprise, et, si besoin, des parents ou du représentant légal de l'apprenti mineur.

Formalités

L'entreprise doit adresser le contrat au Service apprentissage de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Délégation Formation & Compétences
163 bis avenue de Clichy
CS10040 – 75849 Paris Cedex 17
Tél : 01 55 65 66 23 - Fax : 01 55 65 66 25
Formalités en ligne : www.e-apprentissage.ccip.fr
Mail : apprentissagedfc@ccip.fr www.dfc.ccip.fr

Comment conclure un contrat d'apprentissage

<http://www.campus.ccip.fr/7-1-apprentissage.html>